

Elargissements électoraux

Quelle mouche audacieuse a piqué la Jeunesse démocrate et libérale du Luxembourg (JDL)? Dans une prise de position communiquée cette semaine à la presse, l'organisation de jeunesse du DP reprend non seulement la traditionnelle revendication de l'abaissement de l'âge du droit de vote actif à 16 ans aux élections législatives, mais veut également élargir ce droit à l'ensemble de la population, citoyen-ne-s non-communautaires compris-e-s. La JDL estime en effet que le droit de vote est "un droit fondamental de chaque citoyen plutôt qu'une prérogative liée à la nationalité". Les Jeunesses socialistes (JSL) se sont vues contraintes de réagir: en se félicitant du "ralliement" des JDL sur leurs propositions et celles du LSAP. Dans un registre moins bac à sable, l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) espère surtout que "cette ambition soit partagée par les aînés des mêmes partis" en appelant le gouvernement à défaire le projet de loi sur la nationalité de son "aspect frileux". Toutefois, à lire de plus près la riposte des jeunes socialistes, il apparaît que ces derniers ne se prononcent nullement, contrairement à la JDL, en faveur d'un élargissement du droit de vote actif aux élections législatives à tous les étrangers. Les JSL feraient mieux de serrer un peu plus sur leur gauche.

Resolution gegen Suizid

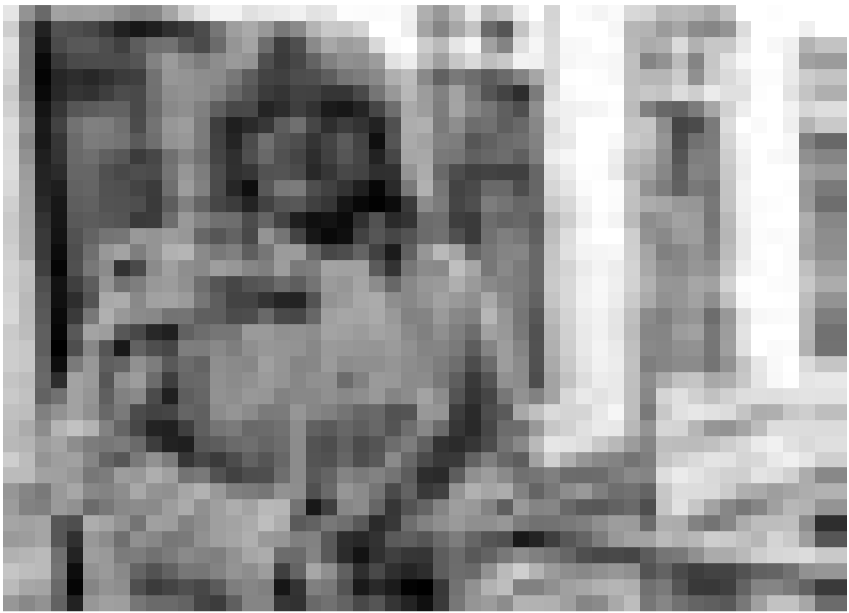
"Jeder weitere Suizid bedeutet eine Niederlage für unser System", so Xavier Bettel anlässlich der Aktualitätsstunde in der Chamber. Luxemburg gehört neben Finnland, der Schweiz, Österreich und Frankreich zu den EU-Ländern mit der höchsten Suizidrate. "Durchschnittlich sind 70 Selbstmorde und etwa tausend Suizidversuche pro Jahr zu beklagen" stellt Bettel fest. Um dieses Problem anzugehen, seien verschiedene Akteure - Familie, Schule, Arbeitswelt - gefordert, die Kommunikation im sozialen Umfeld zu verbessern. Bettel kritisiert den Umstand, dass noch immer stationäre Betreuungsplätze fehlen etwa in der Escher Psychiatrie und dass es zu lange Wartelisten gibt. Er verweist auf eine mangelnde Weiterbetreuung für Suizidgefährdete nach einer Krise. In puncto Jugendprophylaxe sei es wichtig, in den Schulen über Suizid zu reden. Hier könnten neben einer Fortbildung von Professionellen auch Gleichaltrige in Form von Monitoring oder Peer-training helfen. Auch Lydie Err (LSAP) bewertet die Schule als wichtigen sozialen Faktor, um jedes Kind zu erreichen. "Die Kommunikation, die Fähigkeit eigenständig an Probleme heranzugehen sind Instrumente, die in der Schule geübt werden könnten", so Err. In einer gemeinsamen Resolution bekundetet alle Fraktionen ihren Willen, konkrete Initiativen in einer beigeordneten Kommission mit ExpertInnen zu erarbeiten.

Mentalitätswandel gefordert

Auch beim Konsum und Missbrauch von Schlaf- und Beruhigungstabletten in Form von Benzodiazepinen belegt Luxemburg einen Spitzenplatz in der EU. "Rund 15 Prozent der Benzodiazepin-KonsumentInnen sind Langzeitkonsumenten. Bei über 5 Prozent der Bevölkerung ist eine Abhängigkeit festzustellen" so Jean Huss von Déi Gréng anlässlich der Aktualitätsstunde in der Chamber. In einer Motion lädt er die Regierung dazu ein, die Sensibilisierung der KonsumentInnen zu verstärken, und fordert strengere Kontrollen über einen "carnet à souche" bei chronischen Langzeitpatienten. Huss kritisiert die gängige Praxis, dass die Krankenkassen bei der Verschreibung von Benzodiazepinen rund 40 Prozent pro Verpackung zurückerstatten. "Besser wäre es, psychotherapeutische Alternativen wie Selbsthilfegruppen oder soziale Auffangstrukturen anzuerkennen". Den Grund für den hohen Bedarf an Psychopharmaka sieht Huss nicht nur in den Marketingstrategien großer Pharmafirmen, die sich über eine Medikamentisierung von sozialen Problemen neue Märkte erschließen. "Wenn nur noch Individualismus, Egoismus und Konsum in einer Gesellschaft zählen, dann geraten die Leute unter steigenden Druck." Mittlerweile würden Studien Politikern einen Mentalitätswandel nahe legen. "Weg von der 'après-moi-le-déluge'-Mentalität hin zu neuen gestärkten Solidaritätsstrukturen", so Huss.

Avec la Pologne, l'Irlande et Malte, le Luxembourg est à la traine en matière de législation sur l'avortement en Europe. Avec sa proposition de loi, Lydie Err veut remédier à cette situation qu'elle juge socialement scandaleuse.

(photo: Christian Mosar)



AVORTEMENT

"La société n'y est pas hostile"

woxx: *Fallait-il attendre que le Portugal se prononce en faveur de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) pour que le Luxembourg lui emboîte le pas?*

Lydie Err: Non, l'idée germe depuis longtemps. Lors du 40e anniversaire du planning familial l'an passé, je me suis dit que ce serait bien d'offrir une proposition de loi comme cadeau d'anniversaire. Ensuite, le référendum portugais m'a davantage motivée à déposer cette proposition de loi alors qu'il est scandaleux que le Luxembourg n'ait pas encore de législation digne de ce nom. Comme la Chambre des Députés n'a pas organisé une journée du 8 mars appropriée (journée internationale des femmes, ndlr), j'ai utilisé cette date pour présenter mon texte. J'espère d'ailleurs que d'autres collègues féminines de ma fraction et aussi celles des autres seront tentées de faire de même. Ce serait une plus-value par rapport aux débats que nous menons normalement dans le cadre du 8 mars.

L'exposé des motifs de la proposition évoque "l'influence des courants idéologiques dominants". La société luxembourgeoise serait-elle encore hostile à l'idée de l'avortement?

Ce n'est pas la société qui y est hostile, mais "l'Etat-CSV". C'est comme la question de l'euthanasie où des sondages ont démontré que la population y était majoritairement favorable. Je ne pense pas qu'au sujet de l'avortement les gens soient tellement conservateurs. Il suffit d'y réfléchir très peu pour comprendre qui fait les frais d'une politique restrictive en la matière. Ce sont normalement les femmes qui sont les moins bien placées. Celles qui ont les relations ou les moyens financiers peuvent toujours se débrouiller. Il est socialement insupportable qu'un pays aussi riche que le Luxembourg ne crée pas de structures où les femmes peuvent pratiquer une IVG en toute sécurité et qu'il se fait en quelque sorte subventionner par l'Etat belge ou néerlandais où bon nombre d'habitantes vont avorter.

En 1978, lors du vote de l'actuelle loi très restrictive sur l'IVG, les gynécologues ainsi que le Collège médical y étaient hostiles. Leurs mentalités ont-elles évolué?

J'en doute, comme leur position récente sur l'euthanasie le prouve.

La situation actuelle est hypocrite. Un certain nombre de médecins pratique l'avortement, mais le fait passer pour un simple "curetage". Connait-on les chiffres de ces faux curetages?

Non. Les seuls chiffres corrects sont ceux qui nous parviennent de l'étranger. Pour ce qui est du Luxembourg, nous connaissons seulement ceux communiqués par le Planning familial. Ce n'est donc que la pointe de l'iceberg que nous connaissons.

Lydie Err

Entrée en 1980 au LSAP, l'avocate Lydie Err s'est rapidement fait un nom parmi ces femmes politiques engagées pour la cause féministe. Elue pour la première fois à la Chambre des députés en 1984, elle s'est surtout distinguée par son engagement contre les discriminations sexuelles ou pour une politique des stupéfiants plus ouverte. Sa carrière parlementaire a connu une parenthèse lorsqu'elle intégra le gouvernement Juncker-Poos II en tant que secrétaire d'Etat au commerce extérieur et à la coopération en 1998. Cette entrée au gouvernement n'avait pas été sans fracas: soutenue par les femmes et les jeunesses socialistes ainsi que la gauche du parti, elle avait battu lors d'une élection interne du parti Jean Asselborn, lui aussi candidat au poste de ministre.

L'article 19 de la proposition de loi laisse la possibilité aux médecins de refuser de pratiquer l'IVG en devant toutefois indiquer des médecins qui le font. Mais ne devraient-ils pas y être contraints, puisqu'après tout ils font face à une situation de détresse d'une patiente?

Oui, mais j'estime qu'il vaut mieux que l'avortement soit pratiqué par les médecins qui le veulent vraiment, qui ont donc d'un côté une grande expérience pratique et qui accueilleront bien les femmes en détresse.

La proposition de loi prévoit aussi une réforme de l'éducation sexuelle et affective.

Sachant qu'en ce qui concerne la pratique, il y a un nombre important de jeunes femmes qui avortent et d'autres qui donnent naissance avant 18 ans. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai inclus dans ma proposition de loi une partie sur l'éducation sexuelle et affective obligatoire à tous les niveaux scolaires en commençant dès l'enseignement primaire, pour éviter qu'une éducation insuffisante ne mène à des grossesses non désirées.

Pourtant, la loi de 1978 prévoit déjà des dispositions en la matière qui laissent peu de place à une interprétation ambiguë.

Oui, mais il faut aussi organiser cet enseignement. Il ne faut

par ailleurs pas oublier que cette loi avait été votée contre une ferme opposition du CSV. En pratique, l'éducation sexuelle et affective est aussi une question de moyens financiers à débloquer. A présent, la loi n'a pas été exécutée correctement. Le but de ce texte, c'est qu'il y ait finalement le moins d'avortements possibles et que les enfants qui viennent au monde soient les bienvenus. On constate d'ailleurs que les pays avec des législations libérales sur l'IVG sont les mêmes que ceux où les moyens de contraception sont remboursés et qui sont dotés de bonnes structures d'accueil pour enfants qui ont les taux de natalité les plus élevés et le moins d'avortements.

Le texte prévoit que les mineures ont la possibilité de se faire rembourser leur avortement de manière anonyme. Comment cela doit-il se passer concrètement?

Ce n'est pas encore clair, mais il y aura les moyens de le faire passer par le médecin traitant.

Que pense le camarade ministre de la santé de cette initiative? Mars di Bartolomeo y a toujours été favorable avant d'intégrer le gouvernement.

Je n'étais pas présente lors des négociations de coalition, mais on m'a dit qu'un accord sur ce point était impossible. Je ne sais pas à quoi m'attendre et je doute que ce soit une partie de plaisir pour le ministre. Mais on ne pourra plus dire que personne n'a essayé de libéraliser l'avortement.

Quels sont les échos des autres fractions jusqu'à présent?

J'en ai reçu une de positive de la part d'un membre CSV après une émission radio et j'ai récolté beaucoup de réactions positives de la part du DP et évidemment du LSAP.

Et si le CSV s'entête vraiment?

Ma proposition devrait pouvoir recueillir une majorité à la Chambre, si chacune et chacun votais en son âme et conscience c'est-à-dire si la discipline du groupe était levée. Cela suppose que la Chambre fasse preuve d'indépendance par rapport au Gouvernement ce qui ne lui arrive pas aussi souvent que je le souhaiterais.

Entretien: David Wagner

L'avortement au Luxembourg est actuellement régi par la loi de 1978. Particulièrement restrictive, elle est fondée sur le principe de "l'indication": il revient au médecin de juger de la détresse psychique, ce qui n'a rien de scientifique. Les femmes sont donc soumises au bon vouloir du médecin. La proposition de loi de Lydie Err vise à dépénaliser l'interruption volontaire de grossesse, à l'instar d'autres pays modernes, jusqu'à la 12e, voire la 14e semaine d'aménorrhée, indépendamment de toute considération morale ou médicale. Les mineures pourront bénéficier d'un traitement discret sans autorisation du tuteur et avec remboursement par les caisses de maladie. En plus, le texte prévoit également de rendre obligatoire l'éducation sexuelle et affective à l'école dès le primaire.